

Séance du Conseil Municipal du Mardi 29 mars 2011

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille onze, le vingt-neuf mars à dix-huit heures trente, s'est réuni, en son lieu habituel des séances, le Conseil Municipal de la Commune d'Aiguillon, sous la présidence de Monsieur Jean-François SAUVAUD, Maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Michel PEDURAND, Danielle DAL BALCON, Jean-Paul VIELLE, Fabienne DE MACEDO, Gabriel LASSERRE, Christiane MORIZET, Jean-Pierre LACROIX, Éliane TOURON, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Pascal SEGUY, Frédéric PRINCIC, Cathy SAMANIEGO, Isabelle DRISSI, Alain PARAILLOUS, Alain REGINATO

Étaient absents : MM. André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET-TRESEGUET, Martine RACHDI, Hélène DE MUNCK, Daniel GUIHARD, Alexandrine BARBEDETTE, Mohamed LAHSAINI, Franck GAY, Josiane MORTZ, Brigitte CAMILLERI

Pouvoirs de vote :

M. CASTAGNOS à M. SAUVAUD
Mme BEYRET-TRESEGUET à Mme DAL BALCON
Mme RACHDI à M. SEGUY
M. GUIHARD à M. LASSERRE
Mme BARBEDETTE à Mme FAURE
M. LAHSAINI à M. PRINCIC
M. GAY à M. REGINATO

Madame Éliane TOURON a été élue Secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal approuve les procès verbaux des séances du 18 janvier et du 4 mars 2011, dont une copie avait été adressée à chacun des membres du Conseil Municipal. En y apportant toutefois les modifications suivantes :

séance du 18 janvier 2011 :

page 20 : délibération sur la mise à disposition du personnel communal aux associations « suppression du verbe exposer ».

page 8 : délibération sur la PVR Voie Lalanne « modification de l'intervention de M. Reginato »

séance du 4 mars 2011 :

page 16 : délibération CDG47 « suppression de la convention insérée ensuite pour la remettre avec la délibération « Convention dématérialisation des actes administratifs »

AFFAIRES DE DERNIERE MINUTE

Le Conseil Municipal accepte d'inscrire un point en affaires de dernière minute :

- **Détermination de tarifs 2011 pour les gîtes :**
- **Avis sur la proposition de l'inspection académique 47 de retirer un emploi à l'école élémentaire Marcel Pagnol**

Objet : Participation des communes de résidence aux frais de scolarité

Les écoles publiques d'Aiguillon, tant les deux écoles maternelles que l'école élémentaire, accueillent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune.

La commune d'Aiguillon est en droit de demander une participation aux communes de résidence de ces enfants pour les frais de scolarité correspondants. Les communes de résidence sont tenues de régler cette participation dans les cas de droit commun, c'est-à-dire si elles ne disposent pas d'école élémentaire, ou pas de structures d'accueil suffisantes ou adaptées permettant la scolarisation de tous les enfants.

La répartition des charges de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence de l'enfant. A défaut d'accord entre les communes intéressées, la contribution de chaque commune est fixée par le représentant de l'État dans le département après avis du conseil départemental de l'éducation nationale.

Pour le calcul de la contribution de la commune de résidence, il est tenu compte des ressources de cette commune, du nombre d'élèves de cette commune scolarisés dans la commune d'accueil et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil.

Les dépenses à prendre en compte à ce titre sont les charges de fonctionnement, à l'exclusion de celles relatives aux activités périscolaires.

Ainsi, Aiguillon accueille :

- 8 enfants non-aiguillonnais en écoles maternelles,
- et 45 en élémentaire (dont 35 ne sont pas recouvrables car provenant de communes dotées d'une école).

En ce qui concerne la Classe d'intégration Scolaire (CLIS) de l'école élémentaire Marcel-Pagnol, elle accueille douze enfants, dont huit résidant hors d'Aiguillon. Ceci correspond au régime de droit commun (participation obligatoire des communes de résidence).

Enfin, la commune d'Aiguillon assure également dans les écoles des prestations de restauration scolaire et d'accueil périscolaire, pour certains de ces enfants. Monsieur le maire propose de demander également une participation aux communes de résidence, dans la mesure où le coût de revient de ces services est largement supérieur aux tarifs demandés aux familles, ce qui signifie que cette part complémentaire est actuellement financée par les contribuables aiguillonnais.

Monsieur le Maire propose au Conseil que ces participations soient fixées de la façon suivante :

Écoles maternelles	scolarité	ménage	total
Total frais de fonctionnement 2010/ 11	183 940 €	33 300 €	217 240 €
Nb élèves total	147	444	
Coût moyen/ élèves/ an	1 251 €	75 €	1 326 €

École élémentaire C.L.I.S.	scolarité	ménage	total
Total frais de fonctionnement 2010/ 11	94 335 €	77 700 €	172 035 €
Nb élèves total	297	444	
Coût moyen/ élèves/ an	318 €	175 €	493 €

Restauration scolaire Accueil périscolaire	cantine	garderie	total
Total frais de fonctionnement 2010/ 11	233 293 €	130 605 €	363 898 €
Nb élèves total	444	444	
Coût moyen / élève/ an	525 €	294 €	819 €

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

FIXE les participations aux frais de scolarité dues par les communes de résidence, pour l'année scolaire 2010/ 2011, selon le détail suivant :

- | | |
|-----------------------------|-----------------------|
| - écoles maternelles : | 1.326 €/ enfant/ an ; |
| - école élémentaire/ CLIS : | 493 €/ enfant/ an ; |
| - cantine : | 525 €/ enfant/ an ; |
| - garderie : | 294 €/ enfant/ an ; |

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2011,

MANDATE Monsieur le Maire pour solliciter les participations correspondantes aux communes concernées.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

Objet : Enfance - Convention de prestation de service 2011 avec l'association VME pour l'animation du Point Animation Jeunesse

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le rapport suivant :

La Commune, dans le cadre du Contrat Enfance-Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales 47, développe de nombreuses actions pour l'amélioration de l'offre de loisirs en faveur des enfants.

Or, un déficit dans l'offre apparaît pour les 12/ 18 ans, qui ont dépassé l'âge limite pour l'accueil en centre de loisirs. Un questionnaire adressé en février 2011 à tous les collégiens et lycéens de la cité scolaire Stendhal a confirmé leur attente en la matière et a permis de connaître plus précisément leur motivation, intérêt, et suggestions.

Pour remédier à cette situation, le conseil municipal a décidé lors de sa séance du 04 mars 2011, de mettre en place sur le territoire une véritable politique en direction des adolescents, à partir de la création d'un espace réservé, dénommé « Point accueil jeunes » situé au cœur de la ville sur la place du XIV juillet. Les adolescents, encadrés par un animateur, s'approprieront ce lieu, des activités et sorties seront organisées, dans lesquelles les jeunes seront associés.

Ce projet compléterait les actions menées par la Communauté de communes du Confluent dans ce domaine. Le budget prévisionnel est de 27 696 € pour 2011, dont 17 080 € restant à la charge de la commune d'Aiguillon. Une aide a été sollicitée auprès de la CAF dans le cadre du Contrat Enfance-Jeunesse et d'un appel à projets.

L'association VME (Vivre Mieux Ensemble) gère le Centre social de Port-ste-Marie et à ce titre assure différentes actions :

- des activités pour les enfants, les jeunes, les adultes et les familles,
- des lieux de rencontres, d'échanges, d'informations,
- un accueil aux associations et institutions qui proposent des activités ou des permanences.

Considérant la nécessité de garantir un accueil et une animation professionnels, et de clarifier juridiquement et comptablement les relations contractuelles entre les deux parties, le Conseil Municipal est appelé à adopter une convention de prestation de service avec l'association VME relative à l'animation du PAJ, pour l'année 2011.

Ces missions correspondent à :

- l'élaboration du projet pédagogique ;
- l'accueil téléphonique : renseignement concernant le fonctionnement du PAJ, les inscriptions ou les activités ;
- le suivi et la gestion administratifs : établissement du dossier d'inscription annuel, tenue de l'état des

- présences journalier, tenue des registres d'inscription aux activités ;
- l'accueil physique et l'encadrement aux horaires prévus ;
- la communication de ces activités ;
- l'encaissement des recettes et la tenue d'un registre des actes réalisés (voir article 6).

La rémunération pour ces prestations versée par la collectivité pour l'année 2011 s'élève à : 18.040 (dix-huit mille zéro quarante) euros.

La commune d'Aiguillon quant à elle assure pour sa part :

- la mise à disposition des équipements, et des clés,
- la mise à disposition du personnel nécessaire pour assurer : le ménage du local, le petit et gros entretien du bâtiment, l'accueil téléphonique.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

*24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

APPROUVE le modèle de convention de prestation de service avec l'association VME pour l'animation du PAJ pour l'année 2011 (joint en annexe),

AUTORISE le Maire à signer ladite convention,

DIT que la rémunération de l'association VME pour ces prestations s'élève à 18.040€;

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2011.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

CONVENTION de prestation de services

ANIMATION DU « POINT d'ANIMATION JEUNESSE » D'AIGUILLON
par l'association « Vivre Mieux Ensemble » pour le compte de la commune d'Aiguillon
Année 2011

VU la délibération du Conseil municipal d'Aiguillon en date du 04 mars 2011 relative à la mise en œuvre d'un dispositif d'animations jeunesse sur la commune pour l'année 2011 ;
VU les statuts de l'association « Vivre Mieux Ensemble » (VME) en date du ..., organisme agréé par la (DDJS 47) à compter de ... ;
VU la proposition de l'association « Vivre Mieux Ensemble » (VME) d'animer le dispositif d'animations jeunesse communal pour l'année 2011 ;
VU les demandes de financement déposées auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de Lot-et-Garonne pour le projet de dispositif d'animation jeunesse, dans le cadre du Contrat Enfance-Jeunesse 2011/ 2014 et de l'appel à projet à titre expérimental « jeunesse » ;
CONSIDÉRANT la nécessité de mettre en œuvre de manière professionnelle la politique communale en matière d'accueil de loisirs des adolescents, en complément des actions commandées par la Communauté de communes du Confluent ;

Article 1. Formation du contrat

La **COMMUNE D'AIGUILLON**,
dont le siège social est situé à : Hôtel de Ville – 47190 AIGUILLON,
ci-après dénommée "la collectivité",

A DÉCIDÉ

de déléguer la mise en œuvre du dispositif d'animations jeunesse et notamment l'animation du « Point d'Animation Jeunesse » dont elle est propriétaire situé Place du XIV juillet, 47190 AIGUILLON.
La collectivité, par délibération du conseil municipal en date du ..., a autorisé Monsieur Jean-François SAUVAUD, son Maire, à signer la présente convention.

L'association **VIVRE MIEUX ENSEMBLE (V.M.E.)**,
dont le siège social est situé : Centre social - 1, place Mattéo Bandello - 47130 PORT STE MARIE,
et ci-dessous dénommé "le prestataire",

ACCEPTE

de prendre en charge la mise en œuvre du dispositif d'animations jeunesse et notamment l'animation de cet équipement, selon les conditions fixées par la présente convention.
Le prestataire, par délibération du Conseil d'administration en date du, a autorisé Monsieur/ Madame le Président(e), à signer la présente convention.

CHAPITRE 1 : OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

Article 2. Objet de la convention

La présente convention précise les modalités du partenariat présenté dans l'article 1 et les engagements réciproques des deux parties dans ce cadre.

La prestation de service concernée correspond à la **mise en œuvre** par le prestataire **du dispositif d'animations jeunesse et notamment l'animation du « Point d'Animation Jeunesse »** situé sur la commune d'Aiguillon, pour le compte de la collectivité.

Ce projet s'inscrit en complémentarité avec le projet Leader porté par la Communauté de Communes du Confluent (cf annexe Programme 2001 / Actions Jeunesse).

Les actions organisées pour le compte de la collectivité « commune d'Aiguillon » devront être complémentaires de celles organisées pour le compte de la Communauté de communes du Confluent, dont elles devront être clairement distinctes.

Article 3. Durée de la convention

La présente convention est valable durant toute l'année 2011 et jusqu'au 31 décembre 2011. Elle pourra être renouvelée par expresse reconduction.

Article 4. Clause suspensive / modificative :

Dans le cas où le financement du projet concerné par la présente convention serait refusé par la CAF 47 (Contrat Enfance-jeunesse et appel à projets), ou serait inférieur aux prévisions indispensable à l'équilibre financier, la collectivité se réserve le droit de diminuer en proportion le nombre d'activités et d'animations et le budget lié prévisionnels.

CHAPITRE 2 : OBLIGATIONS à LA CHARGE DU PRESTATAIRE

Article 4. Exploitation du service – Principes généraux

Le prestataire assure l'animation du PAJ mentionné dans l'article 1. Il a, par conséquent, à sa charge :

- **l'élaboration du projet pédagogique ;**
- **l'accueil téléphonique :** renseignement concernant le fonctionnement du PAJ, les inscriptions ou les activités ;
- **le suivi et la gestion administratifs :** établissement du dossier d'inscription annuel, tenue de l'état des présences journalier, tenue des registres d'inscription aux activités ;
- **l'accueil physique et l'encadrement** aux horaires prévus ;
- **la communication** de ces activités ;
- **l'encaissement des recettes** et la tenue d'un registre des actes réalisés (voir article 6).

Article 5. Projet pédagogique

Le prestataire élaborera, en accord avec la collectivité, un projet pédagogique sur la base des cinq grands axes éducatifs suivants :

- la socialisation,
- l'autonomie,
- la responsabilité,
- la citoyenneté,
- la prévention.

Il précisera que le PAJ est un *lieu d'accueil surveillé* dans lequel les jeunes de 12 à 18 ans peuvent jouer ou organiser leurs activités pendant leur temps libre. Son fonctionnement prend en compte les besoins psychologiques et physiologiques des mineurs. Les jeunes ont la liberté d'aller et venir dans la salle gratuitement mais doivent impérativement signaler leur arrivée.

Le PAJ est également un *Relais Information Jeunesse* : on peut y trouver diverses documentations sur la santé, l'Europe, les services, aide aux projets ainsi que la conception de C.V, de lettre de motivation, jobs

d'été...

Afin d'assurer le bon fonctionnement de cette salle, les jeunes se doivent de respecter les règles de vie du PAJ, le matériel, le personnel, les locaux ainsi que les camarades.

Article 5. Encadrement des activités

Le prestataire s'engage à assurer l'encadrement des activités dans la salle. A cet effet, il met à disposition son personnel, sous la responsabilité de sa directrice. Celui-ci se décompose de la manière suivante :

- 1 responsable (DEJEPS),
- 2 animateurs (BAFA / BTS Environnement) et (BAFA),
- ponctuellement : des intervenants professionnels en fonction du type d'animation (activités spécifiques nécessitant une formation et des compétences particulières). Des rencontres préparatoires auront lieu entre l'équipe pédagogique et ces intervenants. Leur qualification (diplômes) devra être reconnue par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Article 7. Animations

7.1. Activités proposées

Le prestataire propose des activités dans la salle selon deux rythmes :

- accueil et activités libres les mercredis. Recueil des attentes et des souhaits, information, jeux mis à disposition, ...
- activités structurées durant les vacances : ateliers artistiques, initiations sportives, ateliers multimédia, sorties, soirées ...

Celles-ci sont proposées par l'équipe d'animation mais aussi en fonction des souhaits des jeunes. Afin de répondre à des besoins spécifiques ressentis, la salle des jeunes propose des activités en fonction de l'âge et du sexe.

En cas d'activités extérieures, l'équipe d'animation n'assure pas d'animation à la salle du PAJ.

7.2. Équipements mis à disposition des adolescents

A l'intérieur du PAJ, le prestataire met divers matériels pédagogiques et d'animation à la disposition des jeunes afin de répondre à leurs besoins et attentes :

- matériel hifi/vidéo,
- matériel informatique,
- une console de jeux,
- des jeux de société,
- documentation sur la santé, l'Europe, services prévention, aide aux projets.

Par ailleurs, la commune met elle aussi à leur disposition :

- un accès internet,
- un baby-foot.

7.3. Horaires de présence

Le prestataire s'engage à assurer des permanences selon le programme suivant :

En temps scolaire :

MERCREDI 14h – 17h15

Petites vacances scolaires :

3 jours sur la seconde semaine dont 1 sortie en journée ou en demi-journée

MERCREDI 14h – 17h15

JEUDI Sortie de 14h – 18h30 ou de 9h30 à 18h30

VENDREDI 14h – 17h15

Grandes vacances scolaires (à définir définitivement):

3 jours du 06 juillet au 08 juillet 2011 14h – 18h

3 jours du 27 juillet au 30 juillet 2011 14h – 18h

Des soirées, durant les vacances, peuvent aussi être mises en place de 19 h 30 à 22h30 selon le programme.

Le programme des activités sera transmis à la collectivité au préalable.

Article 7. Communication

Le prestataire s'engage à assurer la communication de ces activités est assurée par la mise en place :

- d'une plaquette d'information et d'affiches,
- d'articles de presse (journal « Sud Ouest » et « La Dépêche du midi »),
- par voie internet sur le site officiel de la Commune d'Aiguillon.

Les plaquettes et affiches sont disponibles avant les vacances dans divers endroits de la commune (PAJ, mairie, ALSH, collège et lycée, commerces...).

Article 6. Encaissement des recettes

Le prestataire s'engage à assurer l'encaissement des recettes pour le compte de la collectivité, correspondant aux missions suivantes :

EMPLOI	RÉGISSEUR suppléant des activités de loisirs
ACTIVITES	<ul style="list-style-type: none">- Encaisser le montant des animations- Tenir un registre de comptabilité et délivrer les reçus aux usagers- Procéder aux versements des fonds provenant des animations au Trésor public

Article 7. Relations, modalités de fonctionnement

Le prestataire s'engage pendant toute la durée du contrat à assurer les prestations détaillées dans l'article 4 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Il informera la collectivité de toute éventuelle difficulté.

La collectivité informera systématiquement le prestataire des fermetures rendues nécessaires (ex : travaux et autres interventions sur le site).

Le prestataire informera la collectivité de toute modification dans le planning hebdomadaire d'occupation du local, afin de pouvoir décaler le cas échéant les interventions de ménage.

Un règlement intérieur est proposé par le prestataire et approuvé par la collectivité (joint en annexe). Il définit les règles de fonctionnement du service.

Article 8. Règles de sécurité

Le prestataire devra respecter les textes, règlements et consignes de sécurité en vigueur dans les locaux dont il a la charge, ainsi que les règles de sécurité relatives aux ERP.

Toute défectuosité des matériels et équipements mis à la disposition des jeunes devra être signalée à l'animateur qui en avertira immédiatement le responsable. Ce dernier en informera à son tour le responsable du service technique municipal.

CHAPITRE 3 : MOYENS D'EXPLOITATION DU SERVICE

Article 9. Biens et équipements mis à disposition

Le prestataire, pour l'exécution de l'activité déléguée, se verra attribuer les biens et équipements d'exploitation nécessaires au fonctionnement du service, appartenant à la collectivité. Ces biens sont les suivants :

Point Animation Jeunesse :

- une salle de 42,89 m² en rez-de-chaussée, située au centre-ville d'Aiguillon (Place du 14 Juillet)
- respectant les normes relatives aux ERP,
- 2 ouvertures,
- un lieu particulier réservé à l'affichage (informations, inscriptions, programme des activités et renseignements),
- connexion internet,
- mobiliers : tables et chaises

Une convention spécifique relative aux modalités d'occupation de ce local a été signée entre les 2 parties en date du 03 janvier 2011, pour la période du 20.12.10 au 31.12.11.

L'aménagement de ce local répond aux objectifs suivants :

- permettre un accès visible et adapté à tous,
- permettre un fonctionnement cohérent de la salle,
- mettre à disposition des espaces d'information et/ou documentation,
- faciliter la réalisation des activités,
- répondre aux normes d'hygiène et de sécurité.

Article 10. Fournitures énergie et fluides

Les dépenses d'énergie et de fluide (électricité, eau, chauffage) des équipements seront à la charge de la collectivité qui souscrira tout abonnement nécessaire.

Article 11. Personnel mis à disposition

La collectivité s'engage à mettre à disposition le personnel nécessaire pour assurer les missions suivantes :

- le ménage du local,
- le petit et gros entretien du bâtiment,
- l'accueil téléphonique : renseignement concernant le fonctionnement du PAJ, les inscriptions ou les activités, par le service Enfance-jeunesse de la collectivité

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 12. Ressources du prestataire

Pour l'ensemble des missions déléguées, le prestataire reçoit une rémunération, dont le montant est fixé par le conseil d'administration du prestataire et validé en conseil municipal.

La rémunération versée par la collectivité pour l'année 2011 s'élève à : **18.040 (dix-huit mille zéro quarante) euros.** 17.080 + 960€

Le prestataire établira une facturation à l'issue de chaque trimestre de la période d'application.

Conformément à l'article 4, cette rémunération pourra être proratisée dans le cas où les prestations proposées seraient diminuées (période/ quantité), suite à un retrait de la CAF 47 comme financeur du projet. Le budget prévisionnel de l'action pour 2011 est joint en annexe.

Article 13. Tarifs du service

La fréquentation du PAJ et l'utilisation du matériel mis à disposition des jeunes sont gratuits. Les activités extérieures sont payantes. Pour les activités exceptionnelles, un tarif approprié sera déterminé. Dans tous les cas, les tarifs du service sont fixés par la collectivité en conseil municipal.

Pour l'année 2011, les tarifs fixés sont les suivants :

- accueil et activités sur le site : gratuit
- activités extérieures : 5 € / 10 €

Article 14. Loyer

Les biens mis à disposition du prestataire ne font l'objet d'aucun loyer (mise à disposition gratuite).

Article 15. Perception des recettes des gîtes et camping

Compte tenu de la gestion, par le délégataire, au nom et pour le compte de la collectivité, les recettes des gîtes et camping constituent des fonds publics.

Par conséquent, le délégataire du service public est régisseur de recettes. Il désigne à cet effet M./ Mme nommément agréé en cette qualité. A ce titre, il/ elle collecte les sommes versées par les usagers et les reverse à la collectivité sur un compte ouvert à son nom au Trésor.

CHAPITRE 5 : CONTRÔLE PAR LA COLLECTIVITÉ

La collectivité conserve le contrôle du service délégué.

Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement, des conditions financières et techniques de la présente convention, le prestataire produit chaque année un compte-rendu technique et financier.

Pour mener à bien l'évaluation annuelle, il sera pris en compte :

- au niveau quantitatif :
 - le nombre de journées d'animations,
 - le nombre de jeunes différents / répartition CAF et MSA,
 - le nombre de filles bénéficiaires,
 - le nombre de garçons bénéficiaires,
 - la moyenne d'âge.
- au niveau qualitatif :
 - l'accueil et le relationnel,
 - les moyens mis en place au sein du PAJ (documentations, matériels),
 - les diverses animations proposées et leur réalisation,
 - les animations selon l'âge et le sexe,
 - la mise en place de projets.
- au niveau financier :
 - le compte de résultat annuel.

A Aiguillon, le

Pour la Commune d'AIGUILLON,

Pour l'association VME

Le Maire

Le(a) Président(e)

Annexe n°1 :
REGLEMENT INTERIEUR :

1) Règles de vie :

Les règles de vie ont pour but d'établir un cadre, de donner des repères, d'établir les droits et les devoirs de chacun. Elles seront expliquées (voire négociées) avec les jeunes, affichées pour ne pas les oublier trop vite. Elles pourront évoluer en fonction des comportements ou de l'organisation à adopter.

2) A l'intérieur de la salle :

Pour assurer la sécurité de tous :

- Il est formellement interdit de fumer dans la salle, prévu à l'article L. 335-28 du Code de la sécurité publique,
- Il est formellement interdit d'introduire et de consommer de l'alcool et autres produits illicites dans la salle des jeunes.

Dans l'hypothèse contraire, VME avec l'accord de la municipalité se réserve le droit d'une action récursoire contre les contrevenants dans toute action en responsabilité.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

I) Dossier annuel

Dès le premier jour, les jeunes qui viennent à la salle se doivent de remplir :

- le dossier d'inscription signé par le jeune et les parents,
- une fiche sanitaire.

Ces documents sont à leur disposition au PAJ, à la Mairie d'Aiguillon ou au Centre Social VME à Port Sainte Marie. Sans avoir rempli et remis ce dossier au responsable du PAJ, le jeune ne pourra participer aux activités. De plus, dès le 1er janvier de l'année et ceci chaque année les jeunes devront remplir un nouveau dossier.

II) Inscription aux activités

Les inscriptions se font, pour les activités prévues, auprès du responsable ou des animateurs du PAJ avant l'activité (24h avant minimum).

Les places sont limitées selon les activités et sont prises par ordre d'arrivée.

Pour pouvoir participer aux activités, les pièces à fournir obligatoirement sont :

- le dossier d'inscription signé par le jeune et les parents,
- une fiche sanitaire,
- une autorisation parentale pour les activités hors-commune,
- un certificat médical pour les activités exceptionnelles.

Si, une de ces pièces n'est pas complétée et remise au responsable du PAJ, le jeune ne pourra pas se rendre sur les lieux de l'activité.

FACTURATION

En cas d'absence sur une activité, le responsable du PAJ doit être prévenu 24h à l'avance minimum. Le cas échéant, la facturation sera établie conformément à l'inscription, sauf en cas de maladie (fournir un certificat médical).

Le règlement des frais d'activités se fait auprès du responsable du prestataire :

- par chèque libellé **à l'ordre du Trésor public**,
- en numéraire.

Le règlement par virement ou carte bancaire n'est pas possible.

L'utilisateur pourra être exclu du service jusqu'à paiement des sommes dues.

Déroulement des activités :

Les horaires d'activités sont affichés sur les plaquettes d'informations ainsi qu'au PAJ.

Pour les activités extérieures ayant lieu sur la commune (gymnase, terrains de sports, piscine,...) les jeunes s'y rendent eux-mêmes. Concernant les activités extérieures type sortie, les jeunes sont conduits sur leur lieu d'activité avec un transport collectif (car ou train). Le départ ainsi que le retour se fait toujours au PAJ.

Pour pouvoir participer aux activités, les jeunes doivent avoir rempli, avec leurs parents, le dossier d'inscription.

DISCIPLINE

Tout manque de respect envers le personnel, le règlement intérieur, ainsi que tout comportement incorrect ou indiscipliné des jeunes (violence physique et propos discriminatoires) sera signalé par le personnel d'animation au responsable enfance jeunesse qui en avertira les parents et se réserve le droit de prendre toute mesure d'exclusion qui s'imposerait.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le rapport suivant :

Le conseil municipal a décidé lors de sa séance du 04 mars 2011, de mettre en place sur le territoire une véritable politique en direction des adolescents, à partir de la création d'un espace réservé, dénommé « Point accueil jeunes » situé au cœur de la ville sur la place du XIV juillet.

L'animation de ces activités est assurée pour l'année 2011 par l'association VME dans le cadre d'une convention de prestation de service.

Monsieur le maire propose que la fréquentation du PAJ et l'utilisation du matériel mis à disposition des jeunes soient gratuits, et les activités extérieures payantes, selon le détail suivant pour l'année 2011 :

- accueil et activités sur le site : gratuit
- activités extérieures : 5 € / 10 €

Par ailleurs, la régie des recettes instituée le 19 décembre 1972 auprès des services administratifs encaisse actuellement les produits suivants :

- quêtes à mariage,
- dons divers de faible importance,
- droits de délivrance d'extraits de la matrice cadastrale et du plan,
- droits de délivrance de copies de documents administratifs.

Monsieur le Maire propose que cette régie de recettes « Produits divers » puisse également encaisser les produits des animations et activités extérieures proposées aux jeunes, dont le montant prévisionnel est très faible.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

FIXE les tarifs suivants pour 2011 pour les animations à destination des jeunes :

- accueil et activités sur le site PAJ : gratuit
- activités extérieures : 5 € / 10 € (en fonction du coût de revient)

DÉCIDE qu'à compter du 1^{er} avril 2011, la régie de recettes « Produits divers » encaisse les produits provenant des animations et activités extérieures proposées aux jeunes dans le cadre du PAJ ;

DONNE pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tous les documents nécessaires à la modification de cette régie.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

ASSAINISSEMENT / EAU POTABLE

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le rapport suivant :

Le conseil municipal a, lors de sa séance du 03 décembre 2010, déterminé des montants de participations pour raccordement au réseau public d'assainissement, à la charge du propriétaire.

Il a adopté les montants forfaitisés suivants :

- 520,00 € pour un branchement d'office (branchement compris dans un programme de travaux et destiné à desservir une construction préexistante ou autorisée à construire avant la date de réalisation du programme) ;
- 520,00 € pour un branchement à la demande (branchement non compris dans un programme de travaux ; le propriétaire de l'immeuble édifié postérieurement à l'égout devra faire une demande de branchement à la commune) ;

- 520,00 € pour la Participation de Raccordement à l'Égout (PRE), exigée en plus des frais de branchement mais uniquement auprès des propriétaires d'immeubles construits après la réalisation du collecteur d'assainissement et qui peuvent éviter ainsi la dépense d'une installation d'assainissement autonome. La collectivité collecte cette participation auprès des constructeurs à l'occasion des demandes de permis de construire (y compris lors d'extension).

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de compléter ces tarifs par des tarifs spécifiques pour les opérations urbanistiques d'ensemble (supérieures à 6 branchements) afin de favoriser l'urbanisation notamment dans les zones identifiées dans le PLU.

Il invite le conseil municipal à délibérer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉCIDE de fixer les participations pour raccordement au réseau public d'assainissement pour les opérations urbanistiques d'ensemble à compter du 1er avril 2011 comme proposé ci-dessus :

	Participation forfaitaire aux frais de raccordement	Participation pour Raccordement à l'Égout (PRE)	Total dû
Opération d'ensemble (à partir de 6 branchements)			
Branchement d'office (construction préexistante au réseau public)	520,00 € / 2 = 260 €/ branchement		520,00 € / 2 = 260 €/ branchement
Branchement à la demande (construction édifiée postérieurement au réseau public)	520,00 € / 2 = 260 €/ branchement	520,00 € / 2 = 260 €/ branchement	1 040,00 € / 2 = 520 €/ branchement

DIT que pour toute autre opération (jusqu'à 6 branchements), les tarifs fixés par la délibération du 03 décembre 2010 relative au même objet s'appliquent.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

PERSONNEL

Objet : Emploi d'Agent de police municipale - retrait délibération créant un poste contractuel - création d'un emploi titulaire - création d'un emploi d'Adjoint technique contractuel

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le rapport suivant :

Le 18 janvier 2011, le Conseil municipal a créé un emploi contractuel d'Agent de police municipale à temps complet, pour une période de 3 mois à compter du 24 janvier 2011, renouvelable une fois (article 3, alinéa 2 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) . Cet emploi avait pour objectif de faire face au besoin occasionnel en personnel en raison des travaux d'aménagement et de réfection de rues jouxtant l'école élémentaire Marcel Pagnol (prévus pour environ six mois).

Or, dans le cadre du contrôle de légalité, la Préfecture de Lot-et-Garonne par courrier en date du 14 mars 2011 a signalé que dans la filière Police, de manière dérogatoire au statut de la fonction publique territoriale, le recrutement d'un agent non titulaire sur un poste d'agent de police municipale est illégal. En effet, les fonctions d'agent de police municipale ne peuvent être exercées que par des fonctionnaires titulaires et possédant le concours. Toutefois, il est possible de confier la surveillance de la voie publique à des agents communaux, titulaires ou non, appartenant à un cadre d'emploi quelconque, sous réserve de l'agrément du procureur de la République et de l'assermentation devant le juge du tribunal de police. Ils ne peuvent exercer les missions de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité et de sécurité publique dévolues aux seuls policiers municipaux.

Par conséquent, il est proposé au conseil municipal de :

- retirer la délibération en date du 18 janvier 2011 relative à la création d'un emploi contractuel d'agent de police municipale pour besoin occasionnel et autoriser le maire en conséquence à annuler le contrat en cours ;
- créer un poste de gardien de police municipale titulaire à temps non complet ($\frac{3}{4}$ temps), à compter du 1er juillet 2011 ;
- créer un poste d'Adjoint technique contractuel à $\frac{3}{4}$ temps à compter du 30 mars 2011 et pour une durée de trois mois.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984,
Considérant le précédent tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 04 mars 2011,
Considérant les besoins en personnel ,

DÉCIDE de retirer la délibération en date du 18 janvier 2011 relative à la création d'un emploi contractuel d'agent de police municipale pour besoin occasionnel et d'autoriser le maire en conséquence à annuler le contrat en cours ;

DÉCIDE de créer l'emploi suivant à temps non complet ($\frac{3}{4}$ temps), à compter du 1er juillet 2011 :

<i>Filière</i>	<i>Cadre d'emploi</i>	<i>Poste à créer</i>
Police	Agent de police municipale	Gardien de police municipale

DEMANDE l'avis du Comité Technique Paritaire sur la suppression de l'emploi suivant :

<i>Filières</i>	<i>Cadre d'emploi</i>	<i>Poste à créer</i>
Police	Garde champêtre	Garde champêtre principal

ADOpte le tableau des emplois ainsi proposé qui prendra effet à compter du 1er juillet 2011 :

FILIERE ADMINISTRATIVE

<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Grades</i>	<i>Catég</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
Emploi fonctionnel	Directeur Général des Services (DGS)	A	1	1
Attaché territorial	Attaché principal	A	1	1
Rédacteur Territoriaux	Rédacteur Chef	B	3	3
	Rédacteur	B	1	1
Adjoint administratifs territoriaux	Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1	1
	Adjoint administratif de 1ère classe	C	4	4
	Adjoint administratif de 2ème classe (dont 1 à Temps Non complet : 29H/s)	C	2	2
			13	13
Total				

FILIERE TECHNIQUE

<i>Cadres d'emploi</i>	<i>Grade</i>	<i>Catég</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
Ingénieur territorial	Ingénieur	A	1	1
Technicien territorial	Technicien principal de 1ère classe	B	1	1
Agent de maîtrise territorial	Agent de maîtrise principal	C	3	3
	Agent de Maîtrise	C	3	3
Adjoint technique territorial	Adjoint technique principal de 2ème classe	C	1	4
	Adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement	C	1	1
	Adjoint technique de 1ère classe	C	4	4
	Adjoint technique de 2ème classe	C	18	18
Total			35	35

FILIERE SOCIALE

<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Grades</i>	<i>Catég</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
ATSEM	ATSEM 1 ^{ère} classe	C	2	2
Agent social	Adjoint social de 2 ^{ème} classe	C	2	2
Total			4	4

FILIERE ANIMATION

<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Grades</i>	<i>Catég</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation de 2ème classe	C	5	5
Total			5	5

FILIERE CULTURELLE

<i>Cadres d'emploi</i>	<i>Grades</i>	<i>Catég.</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
Assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 2 ^{ème} classe	B	2	2
Adjoint du Patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	1	1
	Adjoint du patrimoine de 1ère classe	C	2	2
Total			5	5

FILIERE POLICE

<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Grades</i>	<i>Catég</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
Agent de police municipale	Gardien de police municipale	C	0	1
Gardes champêtres	Garde champêtre principal	C	1	0
total			1	1

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget primitif 2011 de la commune ;

CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer les démarches administratives pour la création de cet emploi, et les régularisations administratives.

AUTORISE Monsieur le Maire à recruter, dans les conditions fixées par l'article 3, alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et pour faire face à un besoin occasionnel :

- un agent non titulaire,
- à temps non complet (¾ temps),
- à compter du 30 mars 2011 pour une durée de trois mois renouvelable 1 fois,
- sur le grade d'Adjoint technique 2e classe

DIT que la rémunération de l'agent non titulaire s'effectuera par référence de l'indice brut 298 (correspondant au 1er échelon du grade d'adjoint technique),

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'arrêté d'engagement,

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Formalité de publicité effectuée le : 08/04/11

Contrôle légalité le : 15/04/11

Objet : Création d'un emploi d'agent d'entretien polyvalent à temps complet « Contrat Unique d'Insertion » Adjoint technique 2e classe

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le rapport suivant :

Il est nécessaire de créer un emploi d'agent d'entretien polyvalent (bâtiments, véhicules, voirie) sur le grade d'Adjoint technique de 2e classe dans le cadre du Contrat Unique d'Insertion « immersion » à temps complet, à compter du 04 avril 2011.

Le contrat unique d'insertion (CUI) est un contrat de travail associant formation et aide financière pour provoquer l'embauche de personnes dont les candidatures pour occuper un emploi sont habituellement rejetées. En tant que collectivité territoriale, la commune peut être employeur d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE), qui concerne des emplois dans le secteur public ou associatif.

Sont prioritaires :

- les bénéficiaires des minima sociaux : revenu de solidarité active ([RSA](#)), allocation temporaire d'attente ([ATA](#)), allocation de solidarité spécifique ([ASS](#)), allocation aux adultes handicapés ([AAH](#)) ;
- les jeunes suivis par une mission locale et engagés dans un contrat d'insertion dans la vie sociale ([CIVIS](#)).

Le CUI est un contrat de travail de droit privé. Il est conclu pour une durée déterminée ou pour une durée indéterminée.

Lorsque le contrat est à durée déterminée :

- sa durée minimale est de 6 mois (3 mois pour les personnes condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine),
- sa durée maximale, renouvellements et prolongements inclus, est de 2 ans.

Pour les bénéficiaires d'un CUI-CAE ayant signé une convention avec une collectivité territoriale ou une autre personne de droit public, la durée de travail peut varier d'une semaine ou d'un mois sur l'autre, à condition de ne pas dépasser les 35 heures hebdomadaires et de laisser constante la rémunération due mensuellement au salarié.

L'employeur perçoit une aide financière de l'État d'un montant variable pouvant atteindre :

- 47% du SMIC brut pour les CUI-CIE,
- 95% du SMIC brut pour les CUI-CAE.

Le bénéficiaire du CUI doit pouvoir avoir accès aux formations utiles pour développer ses compétences

professionnelles. Avec l'accord de son employeur, et si lui-même le souhaite, il doit aussi pouvoir suspendre le CUI pour saisir une opportunité d'action concourant à son insertion professionnelle. En cas de CUI-CAE, il peut enfin effectuer des périodes d'immersion dans des entreprises privées.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer.

**Le Conseil municipal,
Après délibérations**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉCIDE de créer un emploi d'agent d'entretien polyvalent sur le grade d'Adjoint technique de 2e classe dans le cadre du dispositif « Contrat Unique d'Insertion - immersion », pour la réalisation de travaux d'entretien divers (bâtiments, véhicules, voirie) à compter du 04 avril 2011 ;

PRÉCISE que ce contrat sera d'une durée initiale de 12 mois renouvelable 1 fois dans la limite de 24 mois, et d'une durée hebdomadaire de travail fixée à 35 heures ;

INDIQUE que la rémunération de cet emploi sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail ;

AUTORISE Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires pour les recrutements (convention avec le Pôle Emploi- Mission Locale de l'emploi) ;

PRÉCISE que la Mairie d'Aiguillon bénéficiera d'une aide mensuelle de l'État dans les conditions arrêtées dans le cadre de la convention avec Pôle emploi, ainsi que de l'exonération des cotisations patronales.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

Objet : Personnel - Création d'emplois saisonniers / été 2011 : Surveillants de baignade

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 3, **alinéa 2**,
Considérant qu'il est nécessaire de recruter temporairement du personnel pour assurer la surveillance des bassins de la piscine municipale durant les mois de juin, juillet et août 2011.
Sur le rapport de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉCIDE de créer les emplois saisonniers suivants pour assurer l'enseignement de la natation aux scolaires et la surveillance des bassins à la piscine municipale :

Emploi	Nombre d'emploi	Grade	Durée travail
Surveillant de baignade (BEESAN)	1	Éducateur des APS 2 ^e classe (7 ^e échelon)	Temps complet (35H/ semaine)
Surveillant de baignade (BEESAN)	1	Éducateur des APS 2 ^e classe (7 ^e échelon)	Temps non complet (12H/ semaine)
Surveillant de baignade (BNSSA)	1	Éducateur des APS 2 ^e classe (5 ^e échelon)	Temps complet (35H/ semaine)

DIT que ces emplois seront créés durant les périodes suivantes :

- Juin : enseignement de la natation aux élèves des écoles élémentaires et ouverture au public les samedis et dimanches
- juillet et août : Ouverture au public

DIT que les rémunérations de ces emplois seront rattachées aux échelles indiciaires des grades correspondants ;

DIT que l'emploi de surveillant de baignade (BEESAN) à temps complet pourra bénéficier, si nécessaire, d'un avantage en nature « logement de fonction » ou d'une indemnité de transport ;

DIT que les crédits seront prévus au BP 2011 de la commune,

HABILITE Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels pour pourvoir ces emplois (*contrat d'une durée maximale de 6 mois sur une même période de 12 mois*).

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

FINANCES COMPTABILITE

Objet : Vote du Budget Primitif 2011 - COMMUNE

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

21 voix pour,
0 voix contre,
3 abstentions,

VOTE le Budget Primitif 2011 de la commune ainsi qu'il suit :

INVESTISSEMENT	en euros
Dépenses	1 722 618,00
Recettes	1 754 447,00
FONCTIONNEMENT	
Dépenses	4 529 949,00
Recettes	4 529 949,00

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle de légalité le : 08/04/11

Monsieur REGINATO dit que les dépenses de fonctionnement connaissent une augmentation importante sur le BP 2011.

Monsieur le Maire répond que, au contraire, la collectivité réussit à maîtriser et optimiser les dépenses de fonctionnement, tout en améliorant sa capacité d'autofinancement et en préservant les investissements structurants, et ce malgré les contraintes fortes auxquelles elle est confrontée (désengagement de l'État, augmentation des coûts et tarifs, renforcement des normes règlementaires, demandes accrues en quantités et en qualité des usagers).

Objet : Détermination des taux d'imposition directs 2011

Dans le cadre du vote du budget primitif 2011, et dans l'attente des éléments définitifs transmis par les services de l'État suite à la réforme des finances locales, l'assemblée décide, pour percevoir le produit attendu au titre de la fiscalité directe locale nécessaire à l'équilibre du budget, que devront être votés des taux d'imposition 2011 maintenant une pression fiscale constante sur le contribuable. Les taux votés en 2010 par la commune étaient les suivants :

	Taux votés en 2010 par la commune
Taxe habitation	13,76%
Taxe sur le foncier bâti	27,52%
Taxe sur le foncier non bâti	132,10%
Compensation-relais ou CFE	15,47%

Objet : Vote du Budget Primitif 2011 – Budget annexe SERVICE DE L'EAU

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstentions,

VOTE le Budget Primitif 2011 de la commune Budget Annexe SERVICE DE L'EAU ainsi qu'il suit :

INVESTISSEMENT	en euros
Dépenses	169 118,00
Recettes	163 593,00

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	45 775,00
Recettes	45 775,00

Formalité de publicité effectuée le :
Contrôle de légalité le : 08/04/11

Objet : Vote du Budget Primitif 2011 – Budget annexe Service ASSAINISSEMENT

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstentions,

VOTE le Budget Primitif 2011 de la commune Budget Annexe SERVICE DE L'EAU ainsi qu'il suit :

INVESTISSEMENT	en euros
Dépenses	360 759,00
Recettes	267,956,00

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	109 862,00
Recettes	109 862,00

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11
Contrôle de légalité le : 08/04/11

Objet : Vote du Budget Primitif 2011 – Budget annexe CRECHE

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

24 voix pour,
0 voix contre,

0 abstention,

VOTE le Budget Primitif 2011 de la commune Budget Annexe SERVICE CRECHE ainsi qu'il suit :

FONCTIONNEMENT

Dépenses	382 609,00
Recettes	382 609,00

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

Objet : Attribution de subventions aux associations (inférieures à 5.000 €) 2011

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le rapport suivant :

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune.

Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23. 000 €, la collectivité doit conclure une **convention avec l'association bénéficiaire**, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention. Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5.000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante. En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

Pour éviter toute **gestion de fait**, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un

organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant inférieur à 5.000 € pour l'année 2011, examinées en Commission des Finances le 17 février 2011.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Détail des votes	<i>pour</i>	<i>contre</i>	<i>abstention</i>	<i>Élu ne prenant pas part au vote</i>
<i>Air Soft Confluent</i>	23 voix	0 voix contre	1 abstention	/
<i>SEPANLOG</i>	23 voix	0 voix contre	1 abstention	/
<i>ADMR</i>	23 voix	0 voix contre	0 abstention	J. Beyret Tréséguet
<i>Foyer de l'Automne</i>	22 voix	0 voix contre	0 abstention	J. Beyret Tréséguet D. DAL BALCON
<i>Autres demandes</i>	24 voix	0 voix contre	0 abstention	

DÉCIDE d'attribuer les subventions de fonctionnement suivantes pour l'année 2011 selon le détail joint en annexe ;

DIT que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2011 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;

MANDATE Monsieur le Maire pour signer tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

Annexe n°1 à la délibération en date du 29 mars 2011

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS 2011 - ASSOCIATIONS (< 5.000 €)

Article 6547

en euros

montant

demandé pour 2011 accordé pour 2011

NOM	Président/e	objet demande	demandé pour 2011	accordé pour 2011
ASSOCIATIONS siégeant à AIGUILLON				
ADMR	Mme BOUSQUIER	aide aux personnes	3 000	3 000
MAISON JEUNE ET CULTURE	M. GERARD		1 700	1 700
LE BAGASSET	M. MINER	festivités	1 500	1 500
PRIX LITTERAIRE	Mme ARISTIZABAL	donner goût lecture	1 000	1 000
SOCIÉTÉ CHASSE	M. ARBOUIN	Chasse	800	800
DANSE EN AIGUILLON	Mme FERNANDEZ	sport	650	650
FOYER AUTOMNE	Mme PASCUTTO	Club 3ème age	380	380
Association nouvelle	M. MIROUZE	Anciens combattants	350	350
PECHE À LA LIGNE	M. BYZE	loisirs	200	200
Comité Prix de la résistance	M. FILHOL	Prix littéraire résistance	100	100
Comité Fête St Côte	M. CERUTI	Animation St Côte	80	80
ACPG – CATM	M. SOUBIE	Anciens combattants	80	80
FNATH	M. GERARD	handicap	80	80
FNACA	M. RISSO	Anciens combattants	80	80
DONNEURS DE SANG	M. SCHIRO	Promotion don du sang	80	80
UFAC	M. RAYMOND	Anciens combattants	100	100
Asso SPORTIVE LYCEE	Mme ARISTIZABAL	sport	500	500
MAJORETTES	M. LACASSAGNE	Regroupement majorettes	2 000	2 000
ASSO COMMERCANTS	M. RAMSKY			1 500
PLANNING FAMILIAL			0	0
AIR SOFT CONFLUENT	MEGE Olivier	sport de plein air	305	150
TOTAL			12 985	14 330

ASSOCIATIONS siégeant HORS AIGUILLON

DDEN (LAGARRIGUE)	Mme LUBIN	inspection éducation nationale	300	300
GUIDON AGENAIS (Agen)	M. CAVALIER	course cycliste	5 500	5 500
SECURITE ROUTIERE (Agen)		interventions à l'école	150	150
SEPANLOG (Tonneins)	M. LACAVE	Préservation flore faune	150	150
TOTAL			6 100	6 100

TOTAL 19 085 20 430

05/04/2011

Objet : Attribution de subventions aux associations (supérieures à 5.000 €) 2011

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le rapport suivant :

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune.

Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23. 000 €, la collectivité doit conclure une **convention avec l'association bénéficiaire**, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention. Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5.000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante. En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

Pour éviter toute **gestion de fait**, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un

organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant supérieur à 5.000 € pour l'année 2011, examinées en Commission des Finances le 17 février 2011.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

<i>Détail des votes</i>	<i>pour</i>	<i>contre</i>	<i>abstention</i>	<i>Élu ne prenant pas part au vote</i>
<i>Centre d'Animation Municipal</i>	<i>20 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. Morizet E. Tournon M. Rachdi M. JP Vielle</i>
<i>Animations et Festivités Aiguillonaises (AFA)</i>	<i>16 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>F. De Macedo D. Dal Balcon G. Lasserre J. Beyret-Treseguet A. Castagnos M. Pedurand JP Vielle C. Morizet H. De Munck</i>
<i>Ecole de Musique</i>	<i>23 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. Morizet</i>
<i>Amicale du Personnel communal</i>	<i>22 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>A. Castagnos J. Beyret-Treseguet</i>

<i>Jumelage</i>	<i>22 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>I.Drissi G. Lasserre</i>
<i>Cinéma</i>	<i>24 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	
<i>Amicale Sapeurs pompiers</i>	<i>24 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	
<i>Sca Général</i>	<i>22 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>D. Guihard</i>
<i>Guidon Agenais</i>	<i>24 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	

DÉCIDE d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel supérieur à 5.000 euros pour l'année 2011 selon le détail joint en annexe ;

DIT que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2011 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;

MANDATE Monsieur le Maire ou son représentant pour signer les conventions d'objectifs correspondantes et tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

Annexe n°1 à la délibération en date du 29 mars 2011

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS 2011 - ASSOCIATIONS (> 5.000 €)

Article 6547

			en euros	
			montant	
			demandé pour	accordé pour
NOM	Président/e	objet demande	2011	2011
Centre d'Animation Municipal (CAM)	Mme SALANE	- Animation culturelle de la vie de la cité avec les associations, les écoles, les services municipaux - Organisation de spectacles vivants et de tout type de manifestation culturelle - Entreprendre toute recherche, donner tout avis, poursuivre toute étude se rapportant directement ou indirectement à son objet	49 500	49 500
Animations et Festivités Aiguillonaises (AFA)	Mme LASSERRE	l'organisation, la réalisation et la coordination des Animations et Festivités de la Ville d'Aiguillon, ainsi que de dispenser des services divers aux associations aiguillonaises	39 500	39 500
SCA GÉNÉRAL	M. BRESOLIN	- Pratique sportive, de compétition ou de loisirs - Encadrement et éducation à la pratique sportive par des personnes qualifiées	25 000	25 000
		frais MAD personnel	9 601	9 601
JUMELAGE	M. BACH	- Étudier les suggestions et initiatives susceptibles de ressembler les liens d'amitié entre les populations de Visé et d'Aiguillon ; - Organiser les manifestations officielles du jumelage ; - Favoriser et organiser les échanges culturels, sportifs, professionnels, scolaires, touristiques économiques et fraternels entre les deux populations.	12 500	12 500
AMICALE SAPEURS POMPIERS	M. DAL ZOVO	- Resserrer les liens d'amitié qui doivent unir les membres du corps de sapeurs pompiers ; - Recherche de moyens propres à améliorer leur situation	14 000	12 500
ECOLE DE MUSIQUE	Mme DUMONT	- Enseignement de la musique - Développement de l'éveil musical - Organisation de manifestations musicales dont concerts d'orgues	9 102	9 102
		frais MAD personnel	1 326	1 326
AMICALE PERSONNEL	M. BONNEFOND	- Toute action sociale en faveur des agents municipaux de la ville d'Aiguillon - Entretenir des relations amicales et resserrer les liens de solidarité - Prêts d'honneur - Remboursement CLSH - Accès culture et loisirs	6 650	6 650
CINEMA CONFLUENT	M. RAUST	- Gestion de la salle de projection de cinéma ; - Promouvoir toutes les formes de culture cinématographique notamment par l'organisation de réunions, conférences, festivals ; - Organisation d'opérations de sponsoring ou de mécénat ou toutes autres activités ou manifestations	6 500	6 500
GUIDON AGENAIS (Agen)	M. CAVALIER	« Tour cycliste du Lot-et-Garonne » 17 avril	5 500	5 500
TOTAL			179 179	177 679

05/04/2011

Monsieur REGINATO demande pour quelle raison la commune d'Aiguillon subventionne une association non-aiguillonaise à hauteur de 5 500 €. Monsieur le Maire lui précise qu'il s'agit de l'organisation du Tour Cycliste du Lot-et-Garonne et que cette somme correspond au montant de la prestation. Il ajoute que cette opération de promotion est exceptionnelle.

Objet : Caisse des Écoles - Approbation du Compte de Gestion – année 2010

Monsieur le Maire expose au conseil municipal l'exposé suivant :

Le Conseil municipal a décidé :

- au 1^{er} janvier 2009, de réintégrer dans l'organigramme communal le service « Restauration scolaire », jusque là géré par la Caisse des écoles, et de rattacher les crédits correspondants au budget principal de la Commune ;
- au 1^{er} janvier 2010, de poursuivre cette démarche par la réintégration dans le budget principal, sur des fonctions et des services clairement identifiables, de l'ensemble des dépenses et recettes correspondant aux trois écoles de la commune et du R.A.S.E.D. (Réseau d'Aide Spécialisée aux Enfants en Difficulté).

Conformément aux directives des services du Trésor Public et de la Préfecture de Lot-et-Garonne, le conseil municipal a donc décidé en séance du 26 mars 2010 :

- le rattachement au budget principal de la Commune d'Aiguillon des montants des budgets des écoles et du R.A.S.E.D., à compter de l'exercice 2010,
- le transfert sur le budget principal de la commune d'Aiguillon des reliquats et des comptes de versement non soldés sur le budget de la Caisse des écoles.

Par conséquent, aucun Budget primitif 2010 ni Compte administratif 2010 n'ont été votés par le conseil municipal.

Cependant, il est nécessaire de valider le compte de gestion dressé pour cet exercice par le receveur municipal.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, Après délibérations

*24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

VU la réintégration dans le budget principal de la Commune d'Aiguillon des montants des budgets des écoles et du R.A.S.E.D., à compter de l'exercice 2010, et le transfert des reliquats et des comptes de versement non soldés sur le budget de la Caisse des écoles,

VU l'absence pour la Caisse des écoles d'Aiguillon, des budgets primitif et supplémentaires de l'exercice 2010, et de décisions modificatives qui s'y rattachent, des titres définitifs des créances à recouvrer, du détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, des bordereaux de titres de recettes, des bordereaux des mandats,

VU l'absence de Compte administratif de l'exercice 2010,

APRES s'être fait présenter le Compte de gestion dressé pour ce budget par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer, pour l'année 2010,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2009 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2010 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

DÉCLARE que le compte de gestion du budget de la Caisse des écoles d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2010 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa

part.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

Objet :Convention avec ERDF pour l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments - école Marcel-Pagnol (chauffage/ plomberie/ sanitaire)

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le rapport suivant :

La commune d'Aiguillon peut solliciter auprès d'Électricité de France (EDF) la conclusion de partenariats en faveur de la promotion de l'efficacité énergétique des bâtiments communaux.

Dans ce partenariat, la commune s'engage à réaliser ou faire réaliser un programme d'opérations de maîtrise de la demande d'énergie et de développement des énergies renouvelables, et Électricité de France (EDF) s'engage à verser à la commune une participation financière, sous réserve de la délivrance de Certificats d'Économie d'Énergie (CEE).

Il est proposé de conclure un partenariat de cette sorte pour l'action suivante :

- chauffage/ plomberie/ sanitaire – école Pagnol
pour un coût prévisionnel de 17.000 € HT, soit 20.332 € TTC

Il s'agit d'une partie de la 7^e tranche de réaménagement de l'école Pagnol, que le conseil municipal a décidé de réaliser en 2011. Cette 7^e tranche correspond aux travaux suivants : aménagement de la garderie, de 3 classes, de sanitaires et la réfection de la toiture du bâtiment, et son montant total s'élève à 270.000 € HT (soit 322.920 € TTC).

La contrepartie financière versée par ERDF si le projet est retenu s'élève à 50% de financement.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Vu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,
le Conseil Municipal

24 voix pour

0 voix contre

0 abstention

APPROUVE le projet de partenariat avec Électricité de France (EDF) en faveur de la promotion de l'efficacité énergétique des bâtiments communaux, pour l'action suivante :

- chauffage/ plomberie/ sanitaire – école Pagnol
pour un coût prévisionnel de 17.000 € HT, soit 20.332 € TTC ;

ADOpte les projets de conventions correspondants, annexés à la présente délibération :

- convention de répartition de Certificats d'Économies d'Énergie (CEE),
- convention d'application en faveur de la promotion de l'efficacité énergétique ;

AUTORISE Monsieur le maire à signer ces conventions et tout document relatif à ce dossier ;

SOLLICITE une aide d'Électricité de France (EDF), au titre de la participation financière sous réserve de la délivrance de Certificats d'Économie d'Énergie (CEE), pour l'action « chauffage/ plomberie/ sanitaire – école Pagnol » à hauteur de 50% soit 8.500 € ;

APPROUVE le plan de financement suivant pour cette action :

Coût prévisionnel :

Travaux à l'entreprise : 17.000 € HT, soit 20.332 € TTC

Financement :

ERDF (50%) : 8 500 €

Commune 11 832 €

ENGAGE la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2011 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part

restant à sa charge.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

Objet : Conventions avec ERDF pour l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments - Hôtel de ville (éclairages)

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le rapport suivant :

La commune d'Aiguillon peut solliciter auprès d'Électricité de France (EDF) la conclusion de partenariats en faveur de la promotion de l'efficacité énergétique des bâtiments communaux.

Dans ce partenariat, la commune s'engage à réaliser ou faire réaliser un programme d'opérations de maîtrise de la demande d'énergie et de développement des énergies renouvelables, et Électricité de France (EDF) s'engage à verser à la commune une participation financière, sous réserve de la délivrance de Certificats d'Économie d'Énergie (CEE).

Il est proposé de conclure un partenariat de cette sorte pour l'action suivante :

- éclairages – Hôtel de ville

pour un coût prévisionnel de 9.310 € HT, soit 11.135 € TTC

Il s'agit de profiter de la rénovation des peintures du hall de l'hôtel de ville pour en mettre aux normes les éclairages vieillissants, afin d'améliorer leurs performances énergétiques.

La contrepartie financière versée par ERDF si le projet est retenu s'élève à 50% de financement.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Vu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,
le Conseil Municipal

24 voix pour

0 voix contre

0 abstention

APPROUVE le projet de partenariat avec Électricité de France (EDF) en faveur de la promotion de l'efficacité énergétique des bâtiments communaux, pour l'action suivante :

- éclairages – Hôtel de ville

pour un coût prévisionnel de 9.310 € HT, soit 11.135 € TC

ADOpte les projets de conventions correspondants, annexés à la présente délibération :

- convention de répartition de Certificats d'Économies d'Énergie (CEE),
- convention d'application en faveur de la promotion de l'efficacité énergétique ;

AUTORISE Monsieur le maire à signer ces conventions et tout document relatif à ce dossier ;

SOLLICITE une aide d'Électricité de France (EDF), au titre de la participation financière sous réserve de la délivrance de Certificats d'Économie d'Énergie (CEE), pour l'action « chauffage/ plomberie/ sanitaire – école Pagnol » à hauteur de 50% soit 4.655 € ;

APPROUVE le plan de financement suivant pour cette action :

Coût prévisionnel :

Travaux : 9.310 € HT, soit 11.135 € TTC

Financement :

ERDF (50%) : 4 655 €

Commune 6.480 €

ENGAGE la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2011 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11



CONVENTION DE REPARTITION DE CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE

ENTRE

COMMUNE DE XXXXXXXXXXXX, n°RCS XXX XXX XXX dont le siège social est situé Commune de XXXXXXXXXX, rue de la Mairie, 47XXX XXXXXXXXXXXX, représentée par Monsieur Christian DEZALOS, en sa qualité de Maire, dûment habilité à l'effet des présentes et désigné ci-après par **COMMUNE DE XXXXXXXXXX**,

ET

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF), Société Anonyme au capital de 911 085 545 (neuf cent onze millions quatre-vingt-cinq milles cinq cent quarante cinq) euros, ayant son siège social à Paris 8^{ème} – 30 avenue de Wagram, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n°RCS Paris 552 081 317, représentée par Francis MATHIE-CLAVERIE, Responsable Commercial Collectivités Locales Aquitaine, dûment habilité aux fins des présentes et ci-après désigné par EDF,

Intervenant à la présente convention, **COMMUNE DE XXXXXXXXXX** et EDF pouvant être dénommées chacune ou collectivement par la ou les « Partie(s) ».

Etant préalablement exposé que :

Considérant l'article 5 du décret n° 2006-603 du 23 mai 2006 « relatif aux Certificats d'Economies d'Energie » disposant que « lorsque l'action au titre de laquelle des Certificats d'Economies d'Energie sont demandés pourrait également être invoquée par une plusieurs autres personnes à l'appui d'une autre demande, une convention fixant entre les parties des certificats susceptibles d'être délivrés » ;

Considérant la réalisation par les Parties de(s) l'opération (s) définie(s) à l'article 1, et pour laquelle EDF déposera un dossier de demande de certificats ;

Les Parties sont convenues de répartir entre elles les Certificats d'Economies d'Energie demandés pour (les) l'opération(s) susvisée(s), dans les conditions ci-après :

Article 1 : Répartition des certificats d'économies d'énergie

Les parties conviennent expressément de répartir les Certificats d'Economies d'Energie de la manière suivante :

Référence EDF	Adresse(s) du ou des site(s) de l'opération	Type d'Opération		Clé de répartition en %	
		Standard	Non Standard	EDF	COMMUNE DE XXXXX
1-XXXXXXX	COMMUNE DE XXXXXXXXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX	X		100%	0%

Pour les opérations visées par la présente Convention de Répartition, les parties s'interdisent formellement de signer d'autres Conventions de Répartition avec d'autres acteurs.

Article 2 : Utilisation

Une copie de la présente Convention de Répartition sera annexée au dossier de demande de Certificats d'Economies d'Energie déposé par EDF auprès de l'Administration.

Fait à _____, en deux exemplaires originaux, le

Pour **COMMUNE DE XXXXXXXXXX**
Nom Prénom
Fonction
Cachet Signature

Pour **EDF**
Nom Prénom
Fonction
Cachet Signature

BIENS COMMUNAUX

Objet : LOGEMENT RUE DE VERDUN 1ER ETAGE - Modification du montant du loyer

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 modifiée ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 16 octobre 2009 décidant de charger le Maire, au nom de la commune, de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

Monsieur le Maire soumet au Conseil municipal le rapport suivant :

La commune d'Aiguillon est propriétaire d'un logement situé rue de Verdun au premier étage qui répond aux caractéristiques suivantes :

Adresse	Références cadastrales	type	Nb pièces	Surface habitable
1, rue de Verdun (1er étage)	I 1500	Appartement	1 cuisine, 1 salle à manger, 3 chambres, 1 salle d'eau, 1 annexe	120 m ²

Par délibération en date du 16 octobre 2009, le conseil municipal a :

- **sollicité** auprès du Préfet de Lot-et-Garonne la désaffectation du logement sis rue de Verdun 1er étage, ancien logement de fonction des instituteurs ;
- **émis** un avis favorable pour sa location ;
- **dit** que le régime juridique applicable est celui du contrat administratif d'occupation du domaine public, à titre précaire et révocable ;
- **décidé** que le bail devrait être passé de gré à gré et non par adjudication publique, et que le local loué est destiné exclusivement à un usage d'habitation principale ;
- **déterminé** les conditions suivantes pour la location de ce logement :
 - bail d'une durée de six (6) ans ;
 - durée du préavis donné par le bailleur : 3 mois
 - date de révision des loyers : 1er janvier ;
 - indexation du loyer sur l'indice de référence des loyers (IRL) ;
 - dépôt de garantie fixé à l'équivalent d'un mois de loyer ;
 - montant de loyer mensuel initial : 335 (trois cent trente-cinq) euros.

Suite à la rénovation complète de ce logement après le départ du dernier locataire, Monsieur le Maire propose de réévaluer le montant du loyer afin qu'il corresponde à la nouvelle offre, et de conserver les autres conditions particulières qui avaient été déterminées.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstentions,

DÉTERMINE le montant de loyer mensuel initial suivant pour le logement situé 1, rue de Verdun (1er étage), à compter du 1er avril 2011 : **350 (trois cent cinquante) euros**

DIT que ce montant remplace le tarif fixé par délibération en date du 16 octobre 2009, et que les autres conditions de location déterminées ce jour-là restent applicables ;

DIT que les recettes correspondantes sont imputées sur le budget communal au chapitre 752,

MANDATE Monsieur le Maire, auquel il a délégué le pouvoir de décider de la conclusion et de la révision du louage des biens, pour la recherche d'un locataire et la signature des documents contractuels relatifs à ce dossier.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

AFFAIRES DE DERNIERE MINUTE

Objet : Gîtes communaux - Tarifs 2011 - Diverses prestations supplémentaires

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à déterminer des tarifs correspondants à diverses prestations supplémentaires pour la saison 2011 dans les gîtes communaux gérés par l'Office de Tourisme du Confluent.

Le Conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 voix abstention

DÉCIDE de fixer les tarifs pour la saison 2011 dans les Gîtes communaux gérés par l'Office de Tourisme du Confluent à compter du 1er avril 2011 ainsi qu'il suit :

détail	tarif
Forfait lave-linge	2,50 € par lessive
Forfait lave-linge + sèche-linge	4 € par lessive
Forfait location de draps	7 € par semaine
Vente pain de glace (1 kg)	0,80 €
Vente pochette de courtoisie / dépannage	0,75 €

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

Objet : Avis sur la proposition de l'Inspection Académique de Lot-et-Garonne - Suppression d'un poste École élémentaire « Marcel Pagnol » (2011/ 12)

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le rapport suivant :

L'inspectrice d'Académie de Lot-et-Garonne par courrier en date du 28 mars 2011, a informé le Maire des dispositions prévisionnelles relative au nombre d'emplois d'enseignants du 1er degré dans les écoles de la commune pour la rentrée scolaire 2011-12.

L'examen approfondi des prévisions d'effectifs l'amènera à proposer, lors du Comité technique paritaire départemental (CTPD) et du Conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN) la mesure suivante :

- retrait d'un emploi à l'école élémentaire Marcel Pagnol, en raison du taux d'encadrement moyen relativement faible par rapport à celui d'autres écoles (23,67 élèves par classe). Il serait de 25,82 élèves par classe après fermeture.

L'inspectrice d'académie explique que, dans un souci permanent d'une répartition équitable des moyens qui lui sont alloués, cette proposition lui semble nécessaire.

Elle invite le Maire et le Conseil municipal à lui faire connaître leur avis avant le 06 avril 2011.

Monsieur le Maire expose les raisons pour lesquelles il souhaite que le conseil s'oppose à cette décision de l'inspection académique :

1) La situation démographique et sociale d'Aiguillon

4518 habitants (source INSEE 01.01.2009), 1767 ménages dont 36 % avec enfants.

Une forte population issue de l'immigration.

Une immigration ancienne et qui est moins forte aujourd'hui, l'immigration maghrébine. Quelques arrivées régulières malgré tout de personnes (surtout du Maroc) qui ne maîtrisent pas du tout la langue française.

Une immigration plus récente (depuis le milieu des années 2000) en provenance du Portugal et qui constitue aujourd'hui le plus fort flux. Population européenne non soumise aux restrictions des non-européens en termes de conditions d'installation, cette population ne manifeste pas pour l'instant une forte envie d'intégration (bars épiceries portugaises), pas d'apprentissage volontaire de la langue française,,,

Une population importante de familles de « *gens du voyages* » sédentarisées sur Aiguillon.
Familles qui ont des difficultés pour la maîtrise de la langue française écrite (nombreux parents analphabètes) et qui, s'ils ont acquis des terrains pour leur installation définitive, vivent encore pour beaucoup dans des caravanes ou mobil-home exigus, souvent sans équipement de confort.

Aiguillon, au débouché de la Vallée du Lot est une ville dont la population dans sa majorité appartient à des catégories socio-professionnelles défavorisées. Seulement 36 % des ménages paient l'impôt sur le revenu, lequel est en moyenne de 842 € par an et par ménage.

25 % des chefs de ménage sont ouvriers, surtout dans l'agriculture et le revenu net mensuel par personne dans un ménage actif (composé de 2,8 personnes en moyenne) est de seulement 845 € par mois.

2) La politique municipale en matière d'éducation

Une politique ancienne de prise en compte des nécessités d'accompagnement des familles pour l'éducation des enfants.

Ainsi, les études du soir, financées par la commune avec une participation des familles, sont fréquentés par environ 70 enfants.

Une structure d'accueil périscolaire qui réunit jusqu'à 130 enfants avant et après les horaires de la journée scolaire.

Un investissement pluri-annuel 2004 – 2012 qui aboutira à la rénovation complète de l'école Marcel Pagnol (qui reçoit autour de 300 enfants)

- la cantine et les services de cuisines ont été refaits et la commune a adhéré au PNNS (Plan National Nutrition Santé) ; dans le même temps, la cuisine a reçu l'agrément européen « cuisine centrale » et fabrique ainsi 300 repas par jour pour l'ensemble des élèves de l'éducation primaire à Aiguillon.

- Les bâtiments scolaires abritant les salles de classes, la BCD (la plus vaste du département), la salle des professeurs, la salle informatique, la salle dédiée à l'enseignement des langues, la salle d'expression artistique et corporelle ont été ou sont en cours de restauration. En juillet 2011, l'avant dernière tranche de travaux débutera (pour s'achever à Toussaint) et aboutira à la rénovation de 5 classes et de 2 salles pour l'accueil périscolaire (300 000 € de travaux).

- En 2012, le chantier s'achèvera par la refonte de la cour de récréation.

L'ensemble aura alors coûté plusieurs millions d'euros à la commune d'Aiguillon.

Le Conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

24 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

S'OPPOSE au projet de l'inspection académique du lot-et-Garonne visant à supprimer un emploi au sein de l'école élémentaire Marcel Pagnol ;

MANDATE Monsieur le Maire pour exposer les arguments justifiant de cette opposition auprès de l'Inspection Académique 47.

Formalité de publicité effectuée le : 04/04/11

Contrôle légalité le : 08/04/11

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20 H 45

Le Maire,

Le Secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

(absent)

(absente)

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET

Jean Pierre LACROIX

Éliane TOURON

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI
(absente)

Hélène DE MUNCK
(absente)

Pascal SEGUY

Daniel GUIHARD
(absent)

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE
(absente)

Cathy SAMANIEGO

Isabelle DRISSI

Mohamed LAHSAÏNI
(absent)

Franck GAY
(absent)

Alain PARAILLOUS

Josiane MORTZ
(absente)

Brigitte CAMILLERI
(absente)

Alain REGINATO